

3° l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Biélorussie, d'autre part, et les Annexes Ire, II, III, IV, V, VI, VII et VIII, le Protocole et l'Acte final, signés à Bruxelles le 6 mars 1995;

4° l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, et les Annexes Ire, II, III, IV et V, le Protocole et l'Acte final, signés à Luxembourg le 22 avril 1996;

5° l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, et les Annexes Ire, II, III et IV, le Protocole et l'Acte final, signés à Luxembourg le 22 avril 1996;

6° l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part, et les Annexes Ire, II, III, IV et V, le Protocole et l'Acte final, signés à Luxembourg le 22 avril 1996;

7° l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part, et la République d'Ouzbékistan d'autre part, et Annexes Ire, II, III, IV et V, Protocole et Acte final, signés à Florence le 21 juin 1996.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand de la Politique extérieure,  
des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre Vice-Président du Gouvernement flamand,  
Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

Th. KELCHTERMANS

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,

L. PEETERS

Le Ministre flamand des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire,

E. BALDEWIJNS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,

E. VAN ROMPUY

La Ministre flamande des Affaires bruxelloises et de l'Egalité des Chances,

Mme B. GROUWELS

---

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 1416

[S - C - 98/29210]

**6 AVRIL 1998. — Décret modifiant certaines dispositions en matière d'enfance et d'aide à la jeunesse (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Modifications du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le 14° de l'article 1<sup>er</sup> du décret de la Communauté française relatif à l'aide à la jeunesse est modifié comme suit :

« Services : les services agréés qui collaborent à l'application du présent décret ou qui contribuent à l'encadrement de mesures de protection de la jeunesse. »

**Art. 2.** L'article 9 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est remplacé par le texte suivant :

« Les mesures et les décisions prises par le conseiller ou par le directeur de l'aide à la jeunesse tendent par priorité à favoriser l'épanouissement du jeune dans son milieu familial de vie. Toutefois, si l'intérêt du jeune exige qu'il faille l'en retirer, l'aide apportée au jeune doit, en tout cas, lui assurer les conditions de vie et de développement appropriées à ses besoins et à son âge. Le conseiller, le directeur et le tribunal de la jeunesse veillent, sauf si cela n'est pas possible ou si l'intérêt du jeune s'y oppose, à ce que le jeune ne soit pas séparé de ses frères et sœurs. »

---

(1) *Session 1997-1998.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret : n° 223-1. — Amendements de commission : n°s 223-2, 3, 4, 5, 6 et 7. — Rapport : n° 223-8.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 1<sup>er</sup> avril 1998.

**Art. 3.** L'article 11 du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. A tout moment, les avocats des personnes intéressées visées à l'article 1<sup>er</sup>, 1° à 5°, peuvent prendre connaissance de toutes les pièces du dossier du conseiller ou du directeur selon les modalités prévues par le Gouvernement, à l'exception des pièces portant la mention « confidentiel » communiquées au conseiller ou au directeur par les autorités judiciaires.

Les intéressés peuvent prendre connaissance personnellement des pièces qui les concernent, à l'exclusion des rapports médico-psychologiques et des pièces communiquées pour information au conseiller ou au directeur par les autorités judiciaires.

La délivrance d'une copie des pièces dont la consultation est demandée, est soumise au paiement d'une rétribution fixée à 10 francs par page de document copié. Ce montant est lié à l'indice pivot 124,36 au 1<sup>er</sup> janvier 1997 et varie conformément aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du royaume de certaines dépenses du secteur public. Si le montant de la rétribution ainsi indexé comporte des décimales, il est arrondi à l'unité inférieure. »

**Art. 4.** A l'article 28 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« 21° un membre du personnel de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse. »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « et 20 », sont remplacés par les mots « 20 et 21 ».

**Art. 5.** L'article 46 du même décret est complété comme suit :

« 16° un membre du personnel de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse ayant voix consultative. »

**Art. 6.** Au début de l'article 46, le mot « vingt-neuf » est remplacé par « trente ».

**Art. 7.** L'article 48 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'il est constaté que la personne physique ou morale ne satisfait plus aux conditions d'agrément ou qu'elle refuse ou omet de satisfaire aux obligations fixées à l'article 40, le Gouvernement peut soit la mettre en demeure de se conformer à ces conditions ou obligations dans un délai qu'il détermine selon le cas, soit, si elle a déjà fait l'objet d'une mise en demeure au cours des 24 mois qui précèdent, et qu'il n'y a pas satisfait, après avis de la commission prévue à l'article 46, retirer l'agrément. »

**Art. 8.** Les deux dernières phrases de l'article 50, § 1<sup>er</sup>, du même décret sont remplacées par la disposition qui suit :

« Lorsqu'il est constaté qu'un organisme d'adoption ne satisfait plus aux conditions d'agrément, le Gouvernement peut, soit le mettre en demeure de se conformer à ces conditions dans un délai de huit jours à six mois, selon le cas, soit, après avis de la commission prévue à l'article 46, retirer l'agrément. »

**Art. 9.** L'article 53 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est abrogé.

#### CHAPITRE II. — *Modification du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance*

**Art. 10.** Un article 8ter rédigé comme suit est inséré dans le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance :

« Art. 8ter. Un membre du personnel de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, désigné par le Gouvernement, est invité aux réunions du conseil d'administration lorsque l'ordre du jour de ces réunions porte sur des questions relatives à la programmation ou à la création d'institutions et de services. Il siège avec voix consultative. »

#### CHAPITRE III. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 11.** Le décret de la Communauté française du 23 décembre 1988 portant création d'indicateurs sociaux pour la Communauté française et visant la diffusion des données sociales, est abrogé.

#### CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

**Art. 12.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 avril 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Education,  
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et de Relations internationales,  
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 1416

[S - C - 98/29210]

**6 APRIL 1998. — Decreet houdende wijziging van sommige bepalingen inzake kindwelding en hulpverlening aan de jeugd (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het decreet van 4 maart 1991 van de Franse Gemeenschap inzake hulpverlening aan de jeugd.**

**Artikel 1.** Het 14<sup>e</sup> van artikel 1 van het decreet van de Franse Gemeenschap inzake hulpverlening aan de jeugd wordt als volgt gewijzigd :

« Diensten : de erkende diensten die meewerken aan de toepassing van dit decreet of die bijdragen tot de begeleiding van de maatregelen voor de jeugdbescherming. »

**Art. 2.** Artikel 9 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd wordt vervangen door de volgende tekst :

« De door de adviseur of de directeur van de hulpverlening aan de jeugd getroffen maatregelen en beslissingen hebben als voornaamste doel de ontplooiing van de jongere in zijn familiale leefmilieu aan te moedigen. Indien de jongere, in zijn eigen belang, echter uit dit milieu moet worden verwijderd, moet de hulp die aan de jongere wordt verleend hem in elk geval levens- en ontwikkelingsmogelijkheden bieden die aangepast zijn aan zijn behoeften en zijn leeftijd. De adviseur, de directeur en de Jeugdrechtbank zorgen er voor dat de jongere niet van zijn broers en zusters wordt gescheiden, tenzij dit niet mogelijk blijkt of indien het belang van de jongere daarmee in strijd is. »

**Art. 3.** Artikel 11 van het decreet van 4 maart 1991 van de Franse Gemeenschap inzake hulpverlening aan de jeugd wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art.11. De advocaten van de betrokken personen bedoeld bij artikel 1, 1<sup>o</sup> tot 5<sup>o</sup>, kunnen te allen tijde kennis nemen van alle stukken van het dossier van de adviseur of de directeur volgens de door de Regering bepaalde regels behoudens de stukken met de vermelding "vertrouwelijk" die door de gerechtelijke machten aan de adviseur of aan de directeur worden overhandigd.

De betrokkenen kunnen zelf kennis nemen van de stukken die op hen betrekking hebben, met uitsluiting van de medisch- psychologische verslagen en de stukken die ter informatie door de gerechtelijke machten aan de adviseur of aan de directeur worden overhandigd.

Voor het bezorgen van een afschrift van de stukken waarvan de inzage is aangevraagd, wordt een vergoeding van 10 frank per bladzijde gecopieerd document gevraagd. Dit bedrag is gekoppeld aan de spilindex 124,36 op 1 januari 1997 en schommelt overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Indien het bedrag van de aldus geïndexeerde vergoeding decimalen bedraagt, wordt het tot de lagere eenheid afgerond. »

**Art. 4.** Aan artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> lid 1 wordt als volgt aangevuld :

« 21<sup>o</sup> een personeelslid van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd »;

2<sup>o</sup> in paragraaf 2, lid 2, worden de woorden « en 20 » vervangen door de woorden « 20 en 21 ».

**Art. 5.** Artikel 46 van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld :

« 16<sup>o</sup> een personeelslid van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd met raadgevende stem. »

**Art. 6.** In het begin van artikel 46 wordt het woord « negentwintig » door « dertig » vervangen.

**Art. 7.** Artikel 48 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer wordt vastgesteld dat de natuurlijke of rechtspersoon niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden of dat zij weigert of nalaat te voldoen aan de verplichtingen bepaald in artikel 40, kan de Regering die persoon aanmanen ofwel zich naar die voorwaarden of verplichtingen te schikken binnen een termijn die de Regering naar gelang van het geval bepaalt ofwel, na advies van de bij artikel 46 bedoelde commissie, de erkenning intrekken indien zij reeds een ingebrekestelling tijdens de 24 voorafgaande maanden gekregen heeft en zij daaraan geen gevolg heeft gegeven. »

**Art. 8.** De laatste twee zinnen van artikel 50, § 1, van hetzelfde decreet worden vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer vastgesteld wordt dat een adoptie-instelling niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, kan de Regering ofwel die instelling aanmanen zich naar deze voorwaarden te schikken binnen een termijn van acht dagen tot zes maanden, naar gelang van het geval ofwel, na advies van de bij artikel 46 bedoelde commissie, de erkenning intrekken. »

**Art. 9.** Artikel 53 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan de jeugd wordt opgeheven.

(1) *Zitting 1997-1998.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet : nr. 223-1. — Commissie-amendementen : nrs. 223-2, 3, 4, 5, 6 en 7. — Verslag : nr. 223-8.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 1 april 1998.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »*

**Art. 10.** In het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » wordt een artikel 8ter ingelast luidend als volgt :

« Art. 8ter. Een personeelslid van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd, aangewezen door de Regering, wordt uitgenodigd op de vergaderingen van de raad van bestuur wanneer er op de agenda van deze vergaderingen kwesties voorzien zijn betreffende de programmatie of de oprichting van instellingen en diensten. Het lid zetelt met raadgevende stem. »

HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepaling*

**Art. 11.** Het decreet van 23 december 1988 van de Franse Gemeenschap houdende invoering van sociale indicators voor de Franse Gemeenschap met het oog op de verbreiding van de sociale gegevens wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

**Art. 12.** De Regering bepaalt de datum waarop dit decreet in werking treedt.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 6 april 1998.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,  
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 98 — 1417

[S - C - 98/29192]

**26 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, notamment l'article 4, 1<sup>o</sup>, modifié par le décret du 12 mars 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu les délibérations des organes de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, le Bureau et le Conseil d'Administration, du 15 octobre 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 novembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 1<sup>er</sup> décembre 1997;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il y a lieu d'informer les crèches et les maisons communales d'accueil de l'enfance des modalités compensatoires aux interventions du Fonds d'équipements et de services collectifs et des modifications consécutives apportées aux subventions octroyées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 décembre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que :

1<sup>o</sup> la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales abroge l'arrêté royal du 25 septembre 1974 fixant, en ce qui concerne les institutions de garde d'enfants âgés de 0 à 3 ans, le mode de fonctionnement du Fonds d'équipements et de services collectifs, ainsi que les modalités d'octroi des interventions;

2<sup>o</sup> la Communauté française n'organise pas de prestations de sécurité sociale mais que la décision du Parlement fédéral est de nature à mettre en péril, notamment, l'emploi de personnes engagées par les milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance qui bénéficient par ailleurs des interventions du Fonds d'équipements et de services collectifs;

3<sup>o</sup> les autorités régionales compétentes ont décidé de compenser, notamment par le recours au régime des Agents contractuels subventionnés, le préjudice subi par les milieux d'accueil agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance qui bénéficient, jusqu'au 31 décembre 1997, des interventions du Fonds d'équipements et de services collectifs, pour la garde des enfants âgés de moins de 3 ans;